

*Article 31 du Règlement*

**Mme le vice-président:** Le temps de la députée est écoulé.

\* \* \*

**L'IMMIGRATION**

**M. J. W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury):** Madame la Présidente, je tiens à appuyer le plan quinquennal exhaustif annoncé hier dans le cadre de la politique canadienne d'immigration.

Étant donné que, dans bien des pays du monde, des millions de personnes souffrent de la pauvreté et n'ont pas de logement, notre intention d'augmenter légèrement nos niveaux annuels d'immigration de 50 000, soit une hausse de 20 p. 100 sur cinq ans, sera certes généreusement accueillie et appuyée par tous les Canadiens.

Bien que le Canada soit reconnu pour être un pays humanitaire, il y existe également une réalité démographique à laquelle répond l'immigration, c'est-à-dire le maintien des niveaux démographiques, ce qui est indispensable à la viabilité de notre économie. Certains experts estiment que, seulement pour maintenir notre niveau de population, nous devrions accueillir chaque année un taux d'immigrants représentant 1 p. 100 de notre population.

Or, même avec les augmentations prévues, le nouveau plan quinquennal ne répond pas à cet objectif minimal. L'immigration fait partie du défi que représente l'engagement du gouvernement envers le multiculturalisme. Ensemble, ces qualités contribuent à enrichir le Canada à bien des égards.

\* \* \*

• (1110)

**L'ENVIRONNEMENT**

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Madame la Présidente, nous voici à la veille de la deuxième conférence mondiale sur le climat à Genève et le Canada n'a aucune position sur la réduction de la pollution par le dioxyde de carbone; d'autres pays en ont une, mais pas le Canada.

Pourquoi le ministre de l'Environnement est-il si hésitant? Craint-il de donner l'exemple? Le Cabinet est-il indécis parce qu'il est divisé? Qui est-ce qui mène? Est-ce le ministre de l'Énergie, pour qui les sociétés pétrolières sont des philanthropes qui agissent dans l'intérêt public? Tandis qu'il traînasse, d'autres pays adoptent des positions fermes pour réduire la pollution par le CO<sub>2</sub>.

Nous ne donnons pas l'exemple à la communauté internationale. Nos positions en matière de politique internationale, qu'il s'agisse de la crise irakienne ou de la pollution par le CO<sub>2</sub>, ne sont plus arrêtées à Ottawa. Hélas! madame la Présidente, le gouvernement conservateur attend que la Maison Blanche lui dise quoi faire.

\* \* \*

**L'ASSURANCE-CHÔMAGE**

**M. Ken James (Sarnia—Lambton):** Madame la Présidente, de plus en plus de Canadiens se réjouissent de l'adoption tant attendue du projet de loi C-21 qui modifie la Loi sur l'assurance-chômage.

Ces modifications essentielles font que le programme va aider davantage les travailleurs canadiens à faire face aux changements.

Madame la Présidente, les Canadiens se rendent compte que le pays a besoin d'une main-d'oeuvre bien formée et qu'ils doivent voir la formation professionnelle du travailleur sous un nouvel angle. Le travailleur canadien mérite que la nation fasse un effort spécial pour le former afin qu'il soit en mesure de relever le défi que pose le progrès structurel et technologique.

Aux termes du projet de loi C-21, le gouvernement s'est engagé à allouer 800 millions de dollars de plus à la formation, ce qui constitue un autre pas dans la bonne direction. Tous les Canadiens sont conscients des efforts que nous faisons pour former la main-d'oeuvre et ils savent que nous voulons les aider à trouver et à conserver des emplois.

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT**

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Madame la Présidente, vous vous rappelez sans doute de l'annonce que le premier ministre a faite il y a quelque temps au sujet de l'octroi d'une subvention de 85 millions de dollars à la création d'un centre pour le développement durable à Winnipeg.

L'initiative était prometteuse: le pays où la consommation d'énergie par habitant est la plus élevée allait enfin faire quelque chose pour montrer sa bonne volonté. Le ballon allait cependant se dégonfler en cours de route. Le financement du centre n'a finalement été que de cinq millions de dollars et, comme me le faisait remarquer un électeur dans une lettre, le projet initial est devenu plus symbolique qu'autre chose, tout comme les préoccupations environnementales, qui ont vite pris l'allure de vœux pieux. Pour ajouter l'insulte à l'injure, le gouvernement a annoncé la construction d'une salle d'opéra à